

## Création artistique et liberté d'expression en Tunisie

Dans un pays qui aspire au progrès de sa société, voilà que les droits de l'homme, la dignité humaine et le respect mutuel deviennent indivisibles, intrinsèques et indéniables.

Josep Giralt i Balagueró et Carina Soriano

**L**e rôle de la culture dans les transitions démocratiques a toujours constitué un élément important. On prend souvent la transition espagnole comme l'un des exemples évidents où la chanson, la poésie, le théâtre, les arts plastiques, la création artistique en général, ont été des instruments basilaires et fondamentaux dans lesquels s'est établie d'abord la contestation idéologique et « révolutionnaire » ; et après la liberté et la construction démocratique et sociale de la fin des années soixante-dix.

Les premières années du XXI<sup>ème</sup> siècle ont vu concevoir et naître un procès qu'on a baptisé comme *Printemps arabe* et qui a entamé un procès de transition démocratique non pas privée de fortes et violentes positions contrastées. La célébration des premières élections libres en Tunisie, en Lybie et en Égypte a provoqué la montée au pouvoir de partis islamistes, tant en Tunisie qu'en Égypte. Les premiers signes de tensions entre culture et pouvoir, entre création et liberté d'expression ont tout de suite fait leur apparition.

Sûrement, le fait plus révélateur de cette confrontation et des contradictions et frictions entre démocratie, liberté d'expression et création artistique a eu lieu en Tunisie. Au cours de la dixième édition du Printemps des Arts, en juin dernier, un groupe de salafistes « offensés » par le contenu de certaines œuvres exposées qu'ils considéraient blasphématoires envers les principes de l'islam, ont attaqué avec une violence débridée l'espace de l'exposition – le centre culturel de l'État : le Palais Abdelliah – en brûlant et en cassant certaines des œuvres. Successivement, 27 artistes qui ont participé à l'exposition ont reçu des menaces de mort à cause de leurs œuvres, soupçonnées d'être contraires au sacré. Deux des artistes ont été même dénoncés pour trouble de l'ordre public auprès de la Cour pénale : Mohamed Ben Slama et Nadia Jelassi. Le premier pour avoir exposé un tableau représentant une femme nue avec un plat de couscous et un autre où des fourmis sortaient d'un cartable formant l'expression *Subhane Allah* (Gloire à Dieu) ; Mohammed Ben Slama et Nadia Jelassi. À Nadia Jelassi, on l'a accusée

d'avoir exposé deux sculptures de bustes féminins voilés émergeant d'une masse de pierres. En août, elle a dû supporter une audience préliminaire de la cause auprès d'un juge d'instruction et elle est toujours imputée à ce jour.

Le rôle du ministre de la Culture devant cette agression fut, disons-le, ambigu. D'un côté, il n'a pas condamné ces faits de forme immédiate, et il a permis d'entamer un procès légal contre les deux artistes « pour atteinte au sacré ». De l'autre, face aux manifestations de profonde inquiétude de la part du secteur artistique et culturel, il a ordonné qu'une commission créée par le ministère acquière quatre œuvres du Printemps des Arts de Tunisie.

Ceux-ci ne sont pas des faits isolés, car d'autres attaques à la liberté d'expression s'étaient déjà produites auparavant. En octobre 2011, les Salafistes ont protesté de manière violente contre la chaîne privée tunisienne Nessma pour la projection du film *Persepolis*. La Faculté de Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université de Manouba a vu troublée plusieurs fois son activité académique à cause des attaques salafistes pour des divergences avec certaines normes du centre (prohibition du niqab, classes mixtes, etc.), mais aussi pour le fait de considérer que certains des cours donnés à l'université étaient contraires aux valeurs de l'islam. Ou encore, plus récemment, les attaques à l'actrice et mannequin tunisienne Rim El Benna, ainsi que l'interdiction à la reine du rap arabe, la libanaise Lynn Fattouth aka Malikah de jouer en Tunisie, constituent d'autres exemples de ce malaise.

Réconcilier islamisme, liberté d'expression et création artistique n'a pas été facile au cours de l'histoire du monde arabe et, par conséquent, ceci ne semble pas une tâche mineure pour les sociétés qui doivent faire face au temps de « l'après révoltes arabes ». Selon l'arabiste Luz Gómez García, « avec le déclenchement des révoltes arabes, les Salafistes de la vieille génération ont hésité : après tout, les autocrates les avaient laissé faire. Mais ils n'ont pas tardé à comprendre qu'ils devaient chercher leur place dans un temps nouveau. Et ils l'ont trouvée

Josep Giralt i Balagueró, directeur du département d'activités culturelles auprès de l'IEMed; Carina Soriano, conseillère technique du département d'activités culturelles auprès de l'IEMed.

sans trop de problèmes avec le discours sur l'identité et à travers la bataille culturelle. Cela a signifié leur entrée à fond dans la guerre des positionnements, dans le cadre post-révolutionnaire, en abandonnant leur vieille stratégie de révolution silencieuse (...) les Salafistes arborent une vraie islamité de la société et remplissent le vide de l'opposition laissé par les Islamistes, maintenant au pouvoir ».

Sûrement, une des réactions les plus furieuses contre tous ces actes a été celle exprimée en Tunisie par le poète Moncef Wahaibi (né dans l'oasis de Hajeb el Aioun, proche de Kairouan, en 1949) : « les Salafistes, ainsi que les autres forces obscures qui les appuient, doivent comprendre que les Tunisiens ont fait une révolution pour la liberté et la démocratie, et non pas pour instaurer un nouvel despotisme religieux comme celui qu'il y a en Iran. En cette phase historique, les intellectuels de tout genre et condition doivent s'unir pour faire face aux menaces. Les Salafistes sont connus historiquement pour leurs crimes atroces contre la culture... Ils ont brûlé des bibliothèques et semé la terreur de Bagdad jusqu'à Cordoue, et je ne crois pas qu'ils abandonnent leur barbarie, parce que leur haine contre la culture sera toujours présente ».

Devant ces faits, plusieurs voix se sont levées en différentes directions. D'une part, on trouve celles qui, certes, se demandent si la cohabitation de l'islam et des valeurs démocratiques est possible et qui défendent une liberté d'expression et de création totale. De l'autre, il y a celles qui accusent la création artistique de ces auteurs, ainsi que la production et l'exhibition de ces œuvres comme des vraies attitudes provocatrices. Sûrement, parmi ces dernières il n'y a pas de volonté de comprendre, ni d'accepter que la création artistique est l'expression du sentiment intime qui se traduit en différentes formes.

La question de la liberté d'expression, de création et de conscience est un des thèmes récurrents qui a été soulevé par les créateurs et acteurs culturels du monde arabe, tant sous des régimes totalitaires qu'à partir, surtout, des révoltes. La révolution tunisienne s'est jetée en une démocratisation de la vie sociale, politique et culturelle comme conséquence de l'origine même des révoltes. Le processus révolutionnaire expérimenté en Égypte et en Tunisie (mais aussi en moindre mesure au Maroc et en Jordanie) a été accompagné par une dynamique artistique qui s'est servie de manière inusuelle des réseaux sociaux. C'est évident que les révoltes répandaient une forte dimension culturelle et artistique, en s'appuyant sur des moyens de transmission des faits et des discours lesquels étaient auparavant inconnus. Les réseaux sociaux, internet, facebook... ont été les courroies de transmission du pouvoir des images produites qui esquaivaient les différentes formes de censure et divulguaient largement les créations, les luttes, la répression ; mais ils ont été aussi les moyens pour connaître et réfléchir sur la façon dont le monde extérieur réagissait devant ces actions. Et tout cela dans les mains d'une génération de jeunes urbains et éduqués, avec une grande présence féminine (ce qui



**Le 10e Printemps des Arts Fair de Tunis. Palais Abdellia. /WAS-SIM GHOZLANI/KANVAS ART GALLERY/2012**

n'est pas un fait banal), mais aussi avec la participation d'une grande partie d'intellectuels, artistes et écrivains.

Pendant ces derniers mois et devant ces événements, le peuple tunisien a acclamé et appuyé avec ferveur la liberté d'expression et de création artistique et défendu ces valeurs démocratiques : « L'art est liberté » était la devise d'une manifestation artistique et citoyenne qui a eu lieu aux jardins du Belvédère, très proches du Centre des arts vivants de Tunisie, un des centres contemporains plus actifs et grand défenseur des artistes et de leur liberté de création et, donc, un des lieux les plus menacés par l'islamisme radical. L'appui de la société civile, à travers les réseaux sociaux, aux artistes qui avaient exposé au Palais Abdellia a été frappant, surtout après l'arrestation des deux artistes ci-dessus mentionnés.

Dans un pays qui aspire ardemment au progrès de sa société, les droits de l'homme de la liberté d'expression ( le libre exercice l'art y compris), la dignité humaine et le respect mutuel deviennent indivisibles, intrinsèques et indéniables. ■